Conseil d'arrondissement 19^e – 14 septembre 2015-09-14

Intervention d'Aurélie Solans lors du vote sur le vœu relatif à l'occupation et le devenir de l'ancien lycée Jean Quarré

Monsieur le maire, Merci.

Nous avions déjà largement débattu du déficit de dispositif d'accueil des réfugiés en juin dernier au sein de notre assemblée. Dans un vœu qui nous a largement rassemblés, nous appelions à la création de lieux d'accueil et d'hébergements à paris et en ile de France. Nous demandions au gouvernement d'agir pour une réelle application du droit d'asile.

Depuis, les événements se sont accélérés. Face à cette crise humanitaire majeure, les gouvernements, notre gouvernement, se mobilisent enfin.

Ces centaines de milliers de personnes fuyant les atrocités de la Corne de l'Afrique (Érythrée et Soudan), de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan : ce sont des femmes, des hommes et des enfants, de chair et d'os, arrivant encore dans des conditions indignes en Europe, l'un des endroits les plus riches de la planète.

La solidarité s'organise et la mobilisation à leur égard est planétaire.

A l'appel de la maire de paris, la communauté parisienne est au rendez-vous. L'état annonce l'ouverture de milliers de places d'hébergements.

Oui, il est temps d'agir! Un accueil véritablement digne de tous les migrants n'est pas encore opérationnel, loin de là, lié à l'inertie de l'Etat.

Les campements de fortune grossissent. Paris, point d'entrée et de passage des réfugiés, est directement concerné.

Nous en sommes, nous, dans le 19^e, terre d'accueil historique des migrants, les témoins à Place des fêtes aujourd'hui. J'en suis témoin moi-même en tant qu'habitante de la place des fêtes.

Dans l'ancien lycée hôtelier qui a tant occupé nos débats depuis quelques années sur son devenir, s'entassent aujourd'hui peut-être 500 réfugiés. Les conditions de vie y sont indignes et cette occupation met en évidence l'urgence de passer de la parole aux actes :

Dans le 19^e nous devons pouvoir fièrement dire : Bienvenue aux réfugiés.

Nous demandons donc solennellement au Préfet de mettre d'urgence à l'abri les migrants réfugiés au lycée Jean Quarré. Il faut agir vite pour un accueil digne des réfugiés et pour l'équilibre du quartier d'accueil.

L'impérieuse solidarité avec les réfugiés ne peut se faire sans une implication de tous les territoires.

Car, oui, nos quartiers populaires sont en première ligne face au déficit de dispositifs. Ils ne doivent pas être seuls faire face à l'urgence humanitaire.

Je tiens à saluer l'engagement des habitants de la place des fêtes : riverains, parents d'élèves, enseignants, commerçants, associations, qui honorent les valeurs de solidarité et de fraternité de notre pays.

Alors, face à la nécessaire solidarité avec les réfugiés, notre arrondissement doit s'assumer "territoire-refuge".

Le lycée Jean Quarré doit devenir un lieu d'accueil et d'hébergement en bonne et due forme qui apportera sa part à la réponse urgente aux besoins humanitaire d'aujourd'hui.

Et nous devons aussi respecter la parole donnée aux habitants et réaliser la médiathèque que nous avons prévue à cet endroit. Si cela s'avère nécessaire, Il nous faudra trouver un autre lieu pour l'accueil et l'hébergement des migrants qui prendra le relais de Jean Quarré au démarrage des travaux. Je souhaite insister : la place des fêtes est déficitaire depuis sa construction en équipement public. Les besoins sont criant dans ce quartier à l'équilibre fragile et même au-delà dans le 19^e. Car rappelons que notre arrondissement n'a pas de médiathèque à ce jour. Nous ne devons pas opposer les populations les unes contre les autres. Nous devons conjuguer ce devoir d'accueil et l'égalité entre les quartiers.

C'est en sens que nous appelons la maire de Paris pour mobiliser au plus vite tous les moyens de la ville et du département pour qu'ouvrent partout à Paris, dans tous les arrondissements, des lieux d'accueil et d'hébergement.

C'est en ce sens que nous interviendrons au Conseil de Paris prochainement, et que ce soir nous nous rassemblons autour d'un vœu commun au sein de la majorité.